

# Approvisionnement du marché bananier européen

## Historique !

Pour sa dernière année à quinze États membres, l'Union européenne s'adjuge en 2002 un record absolu d'approvisionnement en banane. Selon les données provisoires fournies par Eurostat, la barre des quatre millions de tonnes a été franchie, avec 4 063 571 tonnes consommées (nettes des quantités réexportées). Cette consommation serait même sous-estimée de près de 100 000 tonnes, si l'on en croit les chiffres d'utilisation des certificats d'importation (données Commission européenne). L'Europe consomme désormais près de 11 kg de bananes par personne et par an.

L'approvisionnement du marché bananier a atteint des niveaux historiques. D'après les toutes dernières données, encore provisoires, transmises par Eurostat, la consommation apparente de l'Union européenne s'est élevée en 2002 à 4 063 571 tonnes exactement. Dépassée déjà une fois en 2000, la barre symbolique des 4 millions de tonnes est largement franchie en 2002. La consommation *per capita* a progressé de 400 g en 2002, pour s'établir à 10.8 kg/an. Au total, les européens ont consommé 127 146 tonnes de plus de bananes qu'en 2001 (+ 3.2 %).

### Toujours plus haut !

Des trois groupes d'origines qui approvisionnent le marché (communautaires, ACP et dollar), seuls les ACP voient leurs volumes baisser ou plutôt stagner (- 0.3 % à 726 452 tonnes). Ce groupe cache une très grande hétérogénéité. Les ACP caraïbes refluent de près de 4 % pendant que les ACP africains progressent de 2 %. Ces derniers voient leurs parts de marché dans le total ACP s'améliorer cette année encore pour atteindre 61 %, contre 54 % en 2000 et 60 % en 2001. Notons un effondrement du Surinam pour des questions de restructuration du secteur (- 77 %) (cf *Fruitrop* n° 101, page 3), de Belize (- 26 %) pour des raisons climatiques, de la Jamaïque (- 5 %) et de la Côte d'Ivoire (- 3 %). A l'inverse, Ste Lucie (+ 42 %), la République dominicaine (+ 13 %) et St Vincent (+ 5 %) tirent leur épingle du jeu.

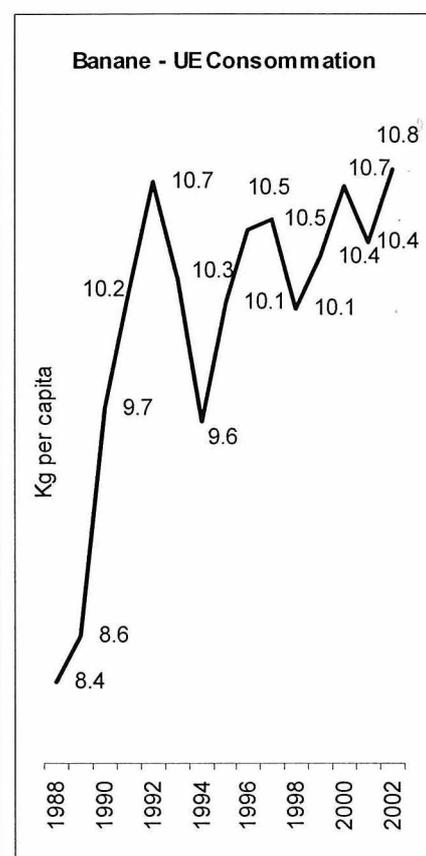
Même hétérogénéité parmi les producteurs communautaires où la

Martinique et la Guadeloupe progressent de 13 % et 7 %, alors même que les Canaries réduisent leur approvisionnement de 3 %. Au total, les producteurs européens auront mis sur le marché 23 354 tonnes de plus qu'en 2001 (+ 3 %).

Avec 79 843 tonnes de plus (+ 3.2 %), les origines dollar contribuent très fortement à l'augmentation de l'approvisionnement du marché. Les trois premiers fournisseurs que sont l'Équateur (+ 17 %), le Costa Rica (+ 8 %) et la Colombie (+ 3 %) développent leurs exportations vers l'UE, tandis que le Honduras (- 81 %) et le Panama (- 12 %) s'écroulent. Remarquons encore une fois cette année comment l'Équateur a eu la capacité de compenser les faiblesses de certaines origines dollar en apportant sur le marché, et ce du jour au lendemain, 120 000 tonnes supplémentaires. C'est dire la faculté de réaction des entrepreneurs de ce pays et surtout le potentiel de production latent, prêt à être mis sur le marché international. La base productive très large dans ce pays (nombreux petits à moyens producteurs) permet cette étonnante flexibilité.

Au final, les parts de marché par type d'origine n'ont pas varié. Les bananes communautaires représentent 19.4 % de l'approvisionnement de l'UE (contre 19.5 % en 2001), les bananes ACP 17.9 % (contre 18.5 % en 2001) et les bananes dollar 62.7 % (contre 62 % en 2001).

Les réexportations de l'UE vers les pays-tiers sont en très forte décline, passant de 34 000 tonnes à 8 000 tonnes seulement. Faut-il y voir un effet du statut encore provisoire des



chiffres exposés ici, ou bien un ralentissement des réexportations vers la Libye, l'Algérie, la Bulgarie, l'ex-Yougoslavie ou encore la Roumanie, comme le montrent les chiffres ?

### La vérité serait-elle ailleurs ?

Au-delà des chiffres présentés cette année, une controverse ou du moins de fortes interrogations pourraient naître. En effet, le bilan de l'utilisation des certificats pour 2002, préparé par la Commission européenne en avril

2003, montre un décalage entre les données présentées ci-dessus (source Eurostat) et les utilisations de certificats. Cet écart s'élève sur l'année à 93 000 tonnes, une très grande partie de ce volume provenant du seul 4<sup>ème</sup> trimestre (78 000 tonnes). Comment un opérateur européen a-t-il pu approvisionner le marché européen avec de la banane des pays-tiers (hors ACP dans la quasi-totalité des cas) en utilisant des certificats d'importation sans que cela soit comptabilisé par Eurostat ?

Certes, les années bananières ne correspondent pas aux années civiles. Les dates de validité des certificats sont à cheval sur deux années. Des importations effectivement faites en 2003 peuvent être imputées sur des certificats 2002. Certes, le bilan sur l'utilisation des certificats prend en compte comme « certificats utilisés » ceux non retournés à l'organisme émetteur et dont on ne sait rien de l'utilisation effective. Pourtant, pour les experts proches du dossier, les écarts semblent trop importants. Si les données définitives Eurostat confirment les doutes, il ne faudra pas faire l'économie d'une enquête plus poussée et de rectifications. On constate, notamment, pour le Honduras des exportations vers l'UE en très forte baisse (- 81 %), volumes qui semblent avoir été transférés sur le marché des Etats-Unis. Ce n'est pas tout de dire, comme on l'entend trop

Banane — UE 15 — Importations			
Tonnes	2001	2002 provisoire	Delta 2002/2001 (%)
<b>Total</b>	<b>3 203 441</b>	<b>3 280 960</b>	<b>+ 2</b>
<b>dont ACP</b>	<b>728 776</b>	<b>726 452</b>	<b>0</b>
Equateur	705 157	824 534	+ 17
Costa Rica	634 970	686 009	+ 8
Colombie	645 745	665 239	+ 3
Panama	347 869	306 342	- 12
Cameroun	215 455	229 716	+ 7
Côte d'Ivoire	216 699	210 707	- 3
Rép. dominicaine	85 886	97 210	+ 13
Sainte Lucie	34 727	49 313	+ 42
Jamaïque	42 958	40 600	- 5
Belize	51 609	38 178	- 26
Brésil	16 624	35 847	+ 116
Saint Vincent	30 829	32 520	+ 5
Honduras	106 432	20 452	- 81
Dominique	17 516	17 467	0
Venezuela	12 113	9 163	- 24
Surinam	28 720	6 548	- 77
Pérou	1 178	5 325	+ 352
Ghana	3 345	3 181	- 5
Nicaragua	1 160	849	- 27
Grenade	591	557	- 6

Source : Eurostat

souvent : « les données Eurostat sont imprécises », car elles servent de base à de très nombreuses négociations. Le Cameroun en a fait la cuisante expérience, lorsqu'en 1998 Eurostat enregistrerait des importations dans l'UE en provenance de ce pays de 115 000 tonnes, alors même qu'il en revendiquait 155 000 tonnes. Pour l'OCM Banane, les négociations sont loin d'être terminées et les arguments chiffrés seront une nouvelle fois au centre des débats.

La toute prochaine discussion portera sur l'élargissement de l'UE à dix

nouveaux membres. Au vu des bilans divergents, on peut craindre que des discussions homériques sur les niveaux des futurs contingents s'engagent sur des chiffres douteux. Comment dénier aux tenants d'une modération des volumes de banane pays-tiers alloués aux futurs États membres le droit de voir dans ces écarts des dysfonctionnements dans le repérage des flux entrant et sortant de la Communauté, notamment via les frontières de l'Est ? ■

Denis Loeillet, Cirad-flhor  
denis.loeillet@cirad.fr

### Union européenne — Evaluation de l'approvisionnement en banane — en tonnes

Année	Type ou origine des bananes				Sous-total	Exports	Approvisionnement net
	Communautaires	ACP	Autres (\$)				
		12 ex-ACP traditionnels	Rép. dom et autres ACP				
1988	719 270	513 043	344	1 644 100	2 877 431	17 265	2 860 166
1989	698 925	542 628	855	1 716 500	2 959 541	13 415	2 946 126
1990	710 635	617 578	3 829	2 024 248	3 356 758	36 219	3 320 539
1991	695 402	584 516	9 681	2 286 019	3 577 837	53 468	3 524 369
1992	711 191	641 005	38 492	2 365 883	3 757 265	39 689	3 717 576
1993	646 242	683 583	61 662	2 219 721	3 614 083	36 138	3 577 945
1994	584 622	639 742	86 007	2 102 303	3 413 852	58 044	3 355 808
1995	658 206	687 162	75 046	2 405 180	3 827 352	43 082	3 784 270
1996	684 605	733 467	61 184	2 471 263	3 955 942	30 598	3 925 344
1997	810 537	640 532	46 520	2 464 412	3 968 003	16 571	3 951 432
1998	786 232	554 025	55 730	2 426 419	3 828 247	26 448	3 801 799
1999	729 303	631 548	42 125	2 522 455	3 927 751	27 359	3 900 392
2000	782 176	693 952	59 734	2 528 170	4 067 154	35 327	4 031 827
2001	767 268	639 104	89 672	2 474 665	3 970 709	34 284	3 936 425
2002	790 622	625 606	100 846	2 554 508	4 071 582	8 011	4 063 571

(1)

(2)

(3)

(4)

(1) De 1988 à 1993 inclus : Eurostat + données Commission européenne pour Madère et la Grèce. A partir de 1994 : données aide compensatoire.

(2) Cameroun, Côte d'Ivoire, Somalie, Cap Vert, Madagascar, Belize, Ste Lucie, Jamaïque, Dominique, St Vincent, Grenade, Surinam.

(3) Données Eurostat : toutes importations hors banane communautaire et ACP.

(4) Bananes dédouanées (mises en libre pratique) dans un des États membres de l'UE puis exportées hors UE-15.

#### Note générale :

Avant 1994 : bananes dessert + plantains / A partir de 1994 : bananes dessert. Avant 1995 : UE-12 / A partir de 1995 : UE-15. Pour les bananes ACP et dollar et pour les réexportations, l'étude porte sur les données d'importations extra-communautaires. Dans le but d'obtenir des résultats comparables, les règles de fonctionnement de l'OCM banane (version de 1993) ont été appliquées aux données à partir de 1988. Parution des résultats dans le supplément d'Info Banane n°71 édité par le Cirad-flhor pour l'Odeadom.

Source : Eurostat (CD ROM sup 2-1997, sup 2-2002 et 4-2003), Commission européenne / Traitement : Observatoire des marchés du Cirad-flhor